

Séminaire de restitution de l'étude REconnexion Végétal – Elevage (REVE)

Le 4 avril 2023 au FIAP Paris

Synthèse des ateliers de travail

1) Evaluer les performances de systèmes reconnectant cultures et élevages – animation Frédérique ANGEVIN (INRAE, GIS Grandes Cultures) et René BAUMONT (INRAE, GIS Avenir Elevages)

Une très grande diversité d'outils est utilisée pour faire de l'évaluation des systèmes (DEXi, IDEA, etc.), générant des « chaînes » d'outils marqués par des problèmes d'interopérabilité. D'autres méthodes ont été citées telles que ASIRPA touchant plutôt à l'impact sociétal des recherches.

Le choix de la méthode d'évaluation est une difficulté face au foisonnement existant. Il faut ensuite pouvoir communiquer sur les résultats disponibles afin que les agriculteurs puissent les mobiliser pour l'évaluation de leurs pratiques. Les « jeux sérieux » peuvent être mobilisés en ce sens. Les participants ont fait part de leur souhait de raisonner à l'échelon territorial afin de visualiser les flux de matière et les interactions, malgré le fait que très peu d'outils soient disponibles pour le faire. Pour finir, l'accès aux données est aussi l'une des difficultés relevées par les participants.

En définitive, le système d'évaluation idéal n'existe pas mais certains outils spécifiques peuvent répondre aux besoins des acteurs de terrain. Le fait de pouvoir se repérer dans la diversité des outils et méthodes disponibles a été identifié comme un besoin par les participants. Les GIS « filières agricoles » élaborent actuellement un WEB-Guide méthodologique pour aider les acteurs dans les démarches de reconnexion entre élevage et cultures à l'échelle territoriale.

2) Améliorer techniquement l'association d'animaux et de cultures pérennes – animation Arnaud DUFILS (INRAE) et Gentiane MAILLET (chargée de mission REVE, ACTA)

Les ateliers 2 et 3 ont été organisés autour des questions suivantes :

Q1 : Pour vous, qu'est-ce qu'une association animaux / cultures fonctionnant bien techniquement ?

Une association fonctionnant bien techniquement a été décrite par les participants comme garante de la santé des plantes, des animaux et du sol.

Q2 : Quels sont les verrous techniques à lever pour qu'une association animaux / cultures fonctionne bien ?

Deux visions coexistent, l'une plutôt orientée sur la valorisation des productions animales et l'autre centrée sur les cultures (utilisation des animaux pour les services rendus au végétal), ce qui peut poser des questions différentes. Les freins identifiés semblent répondre à ces deux visions. Ils sont de plusieurs natures : manque de connaissance autour des itinéraires techniques (par manque de référence), freins psychosociaux associés à l'activité d'élevage et ses contraintes, multi-compétences requise entre élevage et végétal, risques associés à l'introduction d'animaux (dégâts sur les plantes, tassement des sols, problèmes associés à la santé des animaux...) et nécessité de disposer d'une vision à long terme.

Q3 : Quelles études ou recherches sont à mettre en œuvre pour améliorer techniquement l'association d'animaux et de cultures pérennes ? Par qui et / ou avec qui ?

Plusieurs propositions ont été formulées pour dépasser les verrous identifiés autour de la formation, le suivi de fermes, l'organisation des ateliers entre cultures pérennes et élevage, etc.

3) Améliorer techniquement l'association d'animaux et de cultures annuelles – animation Jean-Louis PEYRAUD (INRAE, GIS Avenir Elevages) et Emeric EMONET (ACTA)

Q1 : Pour vous, qu'est-ce qu'une association animaux / cultures fonctionnant bien techniquement ?

Une association fonctionnant bien techniquement a été décrite comme couvrant les besoins alimentaires et assurant la santé du troupeau, dans le cadre d'un système à la fois productif et rentable. Les échanges ont aussi porté sur l'autonomie et la réduction de la dépendance aux intrants du système, en lien avec les notions de bouclage des cycles et de la qualité des écosystèmes. La pérennité des systèmes est aussi significative de leur bonne réussite technique. L'organisation du travail doit également être prise en compte. La synergie de l'association doit être au bénéfice des deux ateliers pour, in fine, dégager une image positive de l'agriculture.

Q2 : Quels sont les verrous techniques à lever pour qu'une association animaux / cultures fonctionne bien ?

L'identification des partenaires dans le cadre de coopérations, mais aussi la bonne coordination et l'organisation entre acteurs peuvent être des freins à ces synergies. La gestion et le pilotage des ressources pour le troupeau sont centrales, en lien avec l'alimentation des animaux. D'autres freins relèvent de la valorisation des services rendus et la valorisation économique des productions. La gestion des compétences techniques et les bonnes pratiques liées au pâturage sont à renforcer. La réglementation peut aussi être un frein à la mise en place de la pratique.

Q3 : Quelles études ou recherches sont à mettre en œuvre pour améliorer techniquement l'association d'animaux et de cultures pérennes ? Par qui et / ou avec qui ?

Dans le cadre des initiatives de reconnexion cultures / élevages, il paraît nécessaire d'objectiver les atouts suivant le contexte et évaluer la résilience des systèmes au cas par cas. La question de la disponibilité de la ressource alimentaire dans le temps pour les troupeaux se pose, et à l'inverse celle de l'adaptation des besoins des animaux face à la ressource. La gestion partagée des ressources : surfaces, eau, abris, ombrages, conflits d'usage... doit aussi être travaillée. Certaines questions peuvent être renouvelées dans ce contexte nouveau afin d'approfondir les références : ex. des références liées à la nutrition animale en fonction des apports alimentaires. Des questions relèvent de la réglementation : quels freins peuvent se poser face aux innovations mises en place ? L'analyse de la perception par les populations locales peut également faire l'objet de travaux. Des travaux peuvent être conduits autour de la mobilisation et la coordination entre acteurs des territoires. Un autre axe important est celui de la gestion des risques (techniques, sanitaires, économiques) dans ces systèmes reconnectant cultures et élevages. Pour finir, la question du partage de la valeur ajoutée entre acteurs se pose, entre ceux qui produisent les services et leurs « utilisateurs ». Le renouvellement des questions disciplinaire paraît essentiel, notamment pour les GIS, qui sont des forums d'échanges entre acteurs travaillant sur des objets concrets.

4) Accompagner les démarches de coopération territoriale

Plusieurs freins et leviers ont été identifiés concernant les coopérations territoriales à mettre en œuvre pour la reconnexion cultures / élevages. En premier lieu ont été relevées les tensions existantes entre monde animal et végétal et la nécessité d'un facteur humain fort pour mettre en place ces

coopérations. Plusieurs formes de coopération ont été identifiées avec parfois l'implication de collectivités dont les Parcs naturels régionaux (PNR). Des outils de scénarisation ont été mentionnés (ex. de calculs ration / assolement) et leur intérêt pour objectiver les gains pour chaque partie (animal / végétal) et aboutir à un équilibre. Un besoin de capitalisation sur les outils existants a été identifié.

Plusieurs rôles et fonctions ont été identifiés pour l'accompagnateur de la reconnexion qui doit être à la fois médiateur / facilitateur et expert (technico-économique, juridique, ingénierie financière). La posture de facilitateur correspond à une posture de pivot neutre et de compréhension des enjeux et des jeux d'acteurs. L'organisme / la personne qui peut jouer ce rôle, doit être légitime et reconnu. Ce profil doit aussi être couplé à des compétences de chef de projet pour l'articulation des compétences et ressources. Un « pool » de facilitateurs locaux répartis entre structures pourrait être imaginé pour aider à ces coopérations. La définition d'un objectif commun est indispensable. Il est également nécessaire de réussir à établir des scénarios par rapport aux incertitudes croissantes. Il a été noté que les coopérations créent des formes d'interdépendance, ce qui peut être limitant pour des acteurs qui souhaiteraient maintenir des objectifs individuels en priorité. Suivant l'origine de la demande (volonté politique Vs issue des acteurs concernés), l'accompagnement proposé peut varier. Concernant l'approche technico-économique, la question du partage de la valeur est centrale. Une approche globale est nécessaire pour sortir d'une approche par « silos ».